

Europe

LE « DÉCLIN » ÉCONOMIQUE DE L'EUROPE ET LES NOUVEAUX ENJEUX DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Daniel Vasseur, Pierre Moscovici

30/03/2011

L'Europe est devenue « l'homme malade » de l'économie mondiale. Cette faiblesse n'avait pourtant rien d'inéluctable : elle a été provoquée par les politiques économiques mises en œuvre au niveau européen.

Télécharger la synthèse en pdf L'Union met-elle aujourd'hui en œuvre les trois principes énoncés par Jacques Delors : « La concurrence qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit » ?

La concurrence, sans aucun doute. La libéralisation au sein du grand marché intérieur et la coordination des réformes structurelles correspondent à un engagement fort et ancien de l'Union en faveur de la concurrence. En matière de solidarité, on constate également certains progrès. À l'occasion de la crise financière puis de celle des dettes souveraines, la création d'un Fonds européen de stabilisation financière, auquel succèdera un Mécanisme de stabilité financière, consacrent des avancées importantes dans le sens d'une organisation plus solidaire. Certes elles prennent forme sous l'effet de la nécessité et restent encore limitées – puisqu'il ne s'agit pas de transferts entre États ni d'un accroissement du budget ou des compétences communautaires – mais l'Europe a souvent fait son chemin ainsi.

S'agissant de la coopération en revanche, le scepticisme l'emporte. Pourtant, c'est d'elle que dépendent en premier lieu le dynamisme économique de l'Union à long terme, et donc en définitive sa place dans le monde de demain. Il est clair que le bilan de l'Union européenne doit la conduire à des remises en questions. Non seulement l'Europe ne va pas bien, mais elle va moins bien que les autres, et ce depuis longtemps. Si la crise a été plus éprouvante dans l'Union européenne qu'ailleurs, et la reprise plus poussive, ceci ne fait que confirmer une tendance ancienne. Des experts évaluent aujourd'hui à moins de 1% la croissance potentielle de l'Union quand la croissance mondiale semble atteindre spontanément 4% et celle de la Chine près de 10% ! À ce rythme, une marginalisation de l'économie européenne, à terme, serait à craindre. Ainsi, selon une étude du CEPII, la part de l'Union Européenne dans le PIB mondial en valeur pourrait reculer de 30%

aujourd'hui à 11% en 2050.

Notre continent semble devenu l'« homme malade » de l'économie mondiale. L'Europe ne perd pas seulement son avantage relatif vis-à-vis des pays émergents : elle prend un retard croissant par rapport à certains de ses plus anciens concurrents. Ce n'est pas une quelconque fatalité démographique ni « une préférence européenne pour le loisir », évoquée par certains, qui permettent d'en rendre compte, mais bien une insuffisance en matière de productivité et d'innovation

Cette faiblesse structurelle résulte en grande partie de l'absence de véritable coordination économique au service d'une politique de croissance européenne. Une grande puissance économique comme l'Union ne peut se contenter de se mettre à la remorque de la croissance mondiale en faisant le (non-)choix du « chacun pour soi » en son sein et en privilégiant en définitive la stabilité monétaire et financière.

Comment en sortir ? L'assainissement budgétaire et les « réformes structurelles », consistant à aligner tous les pays sur une même norme, ne sauraient être la solution. On voudrait en faire un préalable au retour de la croissance et une panacée universelle (y compris pour les pays où la consommation et l'investissement s'avèrent trop faibles !), alors que cette tâche est en pratique toujours inachevée. C'est prendre le problème à l'envers. En vérité, c'est plutôt la croissance qui permettrait de résoudre les difficultés dites structurelles de l'Union Européenne, dans le domaine des finances publiques comme de l'emploi ou de l'innovation, ce qu'avait illustré la reprise de la fin des années 90.

Il faut à l'Europe une politique macro-économique offensive, qui envisage de manière symétrique déficits et excédents, prévenant et corrigeant les excès de la demande mais aussi les cas d'insuffisance de celle-ci. S'il est aisé de condamner les errements grecs, il n'en va pas de même par exemple de l'Espagne qui n'a connu de dérapage ni des salaires ni des comptes publics. Celle-ci a surtout souffert de ce que l'on appelle un « décalage conjoncturel » – mais peut-on reprocher à une économie en rattrapage de ne pas croître aussi lentement qu'une Allemagne dressée sur ses freins ? L'Europe a besoin d'orientations éventuellement divergentes selon les Etats et les moments, mais toujours cohérentes et coordonnées. De fait, les déséquilibres constatés aujourd'hui sont pour l'essentiel internes. Le mal est dans l'Union, le remède s'y trouve aussi. À cette aune, le nouveau dispositif de surveillance des déséquilibres macro-économiques ou le récent « Pacte de compétitivité » apparaissent encore largement biaisés et empreints de cette « dangereuse obsession de la compétitivité », qu'évoquait Paul Krugman. La crise a paradoxalement renforcé le dogme qui l'a provoquée, tendant à généraliser un modèle de croissance, allemand, censé avoir réussi – ce qui est d'ailleurs très contestable au vu, par exemple, de la faiblesse de l'investissement, de la montée de la pauvreté et des inégalités dans ce pays – mais surtout non-coopératif : les énormes excédents commerciaux allemands ne sont majoritairement que la contrepartie des déficits des autres pays européens. Un tel modèle n'est évidemment pas

généralisable ! Ces nouvelles disciplines risquent donc de diviser plutôt que d'unir les États de l'Union, d'éloigner la construction européenne des peuples plutôt que de l'en rapprocher. Une impulsion en faveur de la croissance et de l'emploi constituerait le pourtant le meilleur moyen de rendre l'Europe populaire et de relever le défi représenté par la poussée actuelle du populisme, dont elle est une cible privilégiée.